PROCES-VERBAL CONDENSE
de la séance du
CONSEIL MUNICIPAL
du lundi 24 février 2020

Compte-rendu des commissions

Les présidents des commissions donnent un rapide aperçu du travail effectué depuis la dernière séance du Conseil Municipal :

- Commission scolaire : 18 décembre 2019 et 11 février
- Commission technique : 18 février
- C.C.A.S. : 28 janvier

Programme 2020 des travaux à réaliser en forêt communale

Le Conseil Municipal approuve le programme 2020 des travaux à réaliser en forêt communale, établi par l'Office National des Forêts de Mulhouse, qui prévoit des travaux d'exploitation pour un montant HT de 3.680 € (façonnage de 328 m³ d'essences diverses, surtout de bois dépérissant) et des travaux patrimoniaux pour un montant HT de 4.850 €, dont 3.050 € de travaux de maintenance et 1.800 € de travaux sylvicoles.

La recette prévisionnelle provenant de la vente de bois est estimée à 2.340 €.

Les travaux seront réalisés sur accord de la commune selon les capacités financières.

Rue de la Sablonnière : régularisation foncière et constitution d'une servitude

Dans le cadre de la vente du bien immobilier situé à PFASTATT 8, rue de la Sablonnière, cadastré section 4 n° 140/32, 141/32 et 142/32, il apparaît que la parcelle n° 142/32 constitue en réalité une partie du trottoir.

Une promesse de cession gratuite avait été signée par les propriétaires, au profit de la Commune, le 12 octobre 1976, mais le transfert de propriété n'a jamais été acté.

Les deux parties souhaitent régulariser cette situation.

D'autre part, la parcelle de trottoir objet de la rétrocession supporte pour partie l'escalier qui constitue l'unique accès à la maison.

Pour éviter le déplacement de l'escalier, il est prévu entre les deux parties la constitution d'une servitude de maintien et d'usage de l'escalier, en vertu de l'article L2122-4 du CGPPP prévoyant la possibilité de constitution d'une servitude conventionnelle sur un bien relevant du domaine public communal.

Il est demandé l'avis du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et délibéré :

- approuve la rétrocession au profit de la Commune de la parcelle cadastrée section 4, n° 142/32, à l'euro symbolique ;

- autorise la constitution d'une servitude de maintien et d'usage de l'escalier au profit des propriétaires du bien ;
- approuve la prise en charge des frais d'établissement de l'acte de rétrocession et des frais relatifs à la servitude ;
- autorise M. le Maire ou son représentant à signer l'acte et tout document s'y rapportant au nom de la Commune.

Constitution d'un groupement pour l'achat d'électricité et des services associés à sa fourniture.

La loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 – dite « Loi Climat Energie » - supprime l'éligibilité aux tarifs réglementés de vente (TRV) pour l'ensemble des consommateurs finaux non domestiques souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères (kVA) employant plus de dix personnes et au bilan annuel supérieur à 2 000 000,00€, à compter du 1^{er} janvier 2021.

Ainsi, les personnes publiques se retrouvent dans l'obligation de conclure des marchés publics nécessaires à l'achat de cette énergie, en application du Code de la commande publique, par la voie d'une mise en concurrence des différents fournisseurs d'électricité.

Afin de rationaliser les coûts de gestion et d'améliorer l'efficacité économique de leurs achats d'électricité et de services associés, il est proposé à l'ensemble des communes membres de l'agglomération mulhousienne d'adhérer à un groupement de commandes en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique à compter du 1^{er} janvier 2021 et dont Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), assurera la coordination.

Les modalités de fonctionnement de ce groupement sont définies dans une convention constitutive du groupement, dont le projet est annexé à la présente délibération.

En tant que coordonnateur du groupement, m2A sera chargée de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de signer, de notifier et d'exécuter les accords-cadres. En outre, m2A sera également chargée de conclure et de notifier les marchés subséquents issus des accords-cadres.

Les marchés subséquents seront exécutés par chacun des membres de groupement pour ce qui les concerne.

Les dépenses seront effectuées dans la limite des crédits inscrits aux budgets respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité toute puissance confondue et des services associés à la fourniture de cette électricité, ainsi que le projet de convention associé.
- charge Monsieur le Maire de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Extension du périmètre du groupement de commandes pour la passation d'un accord-cadre pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le devenir des réseaux câblés

A l'instar d'une partie des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération, la commune de Hochstatt a confié l'établissement et l'exploitation d'un réseau de vidéocommunications sur son territoire à la société Eurocâble à laquelle se sont substituées les sociétés Est Vidéocommunication, Numéricâble et aujourd'hui SFR Fibre.

Le terme de son contrat est également fixé à 2024.

Aussi, afin de bénéficier de la synergie d'action, la commune de Hochstatt souhaiterait intégrer le groupement de commandes constitué pour la passation d'un accord-cadre pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) sur le devenir des réseaux câblés par les communes de Baldersheim, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Eschentzwiller, Flaxlanden, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Pfastatt, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Wittenheim, Zillisheim et Zimmersheim.

L'extension du périmètre du groupement constitue une modification substantielle à la convention constitutive, ce qui nécessite l'accord des communes ayant déjà délibéré sur son contenu.

Il est proposé de répondre favorablement à la sollicitation de la commune de Hochstatt.

Il est demandé l'accord du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'extension du périmètre du groupement de commandes prévu pour la passation d'un accord-cadre pour une AMO sur le devenir des réseaux câblés à la commune de Hochstatt,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution.

Personnel communal : élargissement de l'attribution du R.I.F.S.E.E.P.

Par délibération du 19 décembre 2016, séance du 05 décembre 2016, le Conseil Municipal avait décidé l'instauration du nouveau régime indemnitaire de référence dénommé RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune.

Compte tenu du retard de la parution des textes réglementaires visant à attribuer le RIFSEEP aux agents relevant de la fonction publique de l'Etat (FPE), le gouvernement s'était engagé à publier un décret unique accélérant le déploiement pour les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale (FPT) non éligibles à ce jour.

Ainsi, le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 (JO du 29/02/2020), relatif au régime

indemnitaire des agents de la FPT, modifie le décret n° 91-875 du 06 septembre 1991 qui établit les équivalences avec la FPE des cadres d'emplois de la FPT, dans le respect du principe de parité.

Il vise à :

- d'une part, actualiser le tableau de concordance des grades de la FPE avec les cadres d'emplois de la FPT au titre de la parité au regard de l'évolution des carrières et des statuts ces dernières années,
- d'autre part, permettre aux cadres d'emplois de la FPT non encore éligibles au RIFSEEP d'en bénéficier.

Cette disposition entre en vigueur le 1^{er} mars 2020.

L'attribution du RIFSEEP aux nouveaux cadres d'emplois concernés nécessite de prendre une nouvelle délibération.

Parmi les cadres d'emplois désormais éligibles, figurent notamment les ingénieurs et techniciens

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'élargir l'attribution du RIFSEEP à compter du 1^{er} mars 2020 aux ingénieurs et techniciens territoriaux ;
- d'instaurer pour les ingénieurs et techniciens territoriaux l'IFSE -Indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise ;
- d'instaurer pour les ingénieurs et techniciens territoriaux le CIA -Complément indemnitaire annuel ;
- que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence ;
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

Indemnité de conseil allouée aux comptables publics chargés des fonctions de receveurs des Communes et Etablissements Publics Locaux par décision de leur assemblée délibérante

Un arrêté interministériel du 16 décembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil au profit des Receveurs de Communes et établissements publics locaux. Cette dernière doit notamment être renouvelée lors des élections des nouveaux conseils municipaux.

L'indemnité est due au titre des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable. Elle est basée sur la moyenne des dépenses budgétaires des trois derniers exercices à l'exception des opérations d'ordre.

Le taux de l'indemnité peut être modulé en fonction des prestations fournies. Toutefois, en aucun cas, l'indemnité allouée ne peut excéder une fois le traitement brut annuel correspondant à l'indice majoré 150.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, donne son accord au versement au Trésorier de Mulhouse Couronne, comptable communal, de l'indemnité de conseil

conformément à l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983, pour un montant brut de 934.08€

Gestion du service public de l'eau : Etablissement d'une convention de gestion transitoire avec Mulhouse Alsace Agglomération

En application de la loi n°2015-991 du 07 août 2015, dite Loi NOTRe, complétée par la loi n°2018-702 du 3 août 2018, dite Loi Ferrand-Fresneau, Mulhouse Alsace Agglomération s'est vu conférer la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement au titre de ses compétences obligatoires au 1er janvier 2020.

Dans cette perspective, Mulhouse Alsace Agglomération a engagé dès le début de l'année 2019 une démarche visant à aboutir à l'effectivité du transfert de ces compétences à la date précitée. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur une gouvernance politique privilégiant le dialogue avec les communes et les syndicats, et une coordination technique permettant d'intégrer les enjeux techniques, financiers, juridiques et en matière de ressources humaines.

Cependant, le projet de loi « Engagement et proximité », déposé en juillet 2019, est venu impacter la préparation déjà complexe du transfert. Au fil des débats parlementaires, ce projet de loi est venu modifier en profondeur les modalités d'exercice des compétences eau et assainissement. En effet, il a introduit le maintien pendant au moins six mois des syndicats ayant initialement vocation à être dissous au 1er janvier 2020, et a élargi les possibilités de délégation de tout ou partie des compétences à ces derniers et aux communes. Ainsi, il est venu bouleverser le schéma sur lequel notre agglomération a travaillé tout au long de l'année 2019.

Par conséquent, au vu de ce projet de loi, Mulhouse Alsace Agglomération a dû suspendre, en novembre 2019, les travaux en cours portant sur le transfert intégral des compétences eau et assainissement à l'agglomération.

La loi a été adoptée le 27 décembre dernier pour une application au 1er janvier 2020. Tout en maintenant le caractère obligatoire du transfert des compétences eau et assainissement, elle est venue confirmer ce nouveau cadre qui crée une situation complexe notamment sur les plans juridique et technique.

En effet, dans un délai aussi bref, l'agglomération se trouve dans l'impossibilité d'assurer un exercice différencié des compétences entre les syndicats qui se maintiennent au moins jusqu'au 30 juin 2020 et les communes pour lesquelles l'obligation de transfert s'applique dès le 1er janvier 2020.

De plus, s'agissant des aspects budgétaires et comptables, il apparaît inopportun de contraindre les communes à effectuer des opérations de clôture et de transfert, dans des conditions et un délai incompatible avec la nature même de ces opérations, pour, en cas de délégation, les obliger à créer de nouveau tout ou partie de ces budgets moins de six mois après leur suppression.

Enfin, il convient également de prendre en compte l'impact des conditions de transfert sur le personnel et sécuriser les agents concernés quant à leur affectation. En effet, cette dernière dépendra, là encore, du choix de déléguer ou non aux communes l'exercice des compétences.

En conséquence :

Sur la base de ces considérations et du principe de continuité du service public, en référence aux dispositions des articles L. 5215-27 et L. 5216-7-1 du CGCT et conformément au projet de convention annexé, Mulhouse Alsace Agglomération propose de déléguer de façon transitoire aux communes l'exercice de l'intégralité des compétences eau et assainissement à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour ce qui concerne les dépenses de personnel, en application de l'article L5211-4-1 du CGCT, dans la mesure où la communauté d'agglomération et les communes s'accordent sur la mise en place d'une délégation, dans le cadre d'une bonne organisation des services, les parties conviennent que les services communaux nécessaires à l'exercice des compétences sont conservés par les communes.

Cette solution permet de sécuriser juridiquement la situation des communes et de l'agglomération ainsi que les opérations budgétaires et comptables effectuées par ces dernières au cours de l'exercice 2020.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- approuve la délégation de l'exercice de l'intégralité de la compétence eau pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération et de façon transitoire, à compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020,
- autorise M. le Maire à signer la convention de gestion transitoire à intervenir avec Mulhouse Alsace Agglomération pour la gestion du service public d'eau, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Transfert de la compétence PLU : poursuite de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme par la commune en lien avec M2A

Depuis le 1er janvier 2020, Mulhouse Alsace Agglomération, exerce la compétence « Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu » et est désormais seule compétente, à la place des communes membres, pour élaborer ou faire évoluer les documents d'urbanisme actuellement en vigueur, qui restent applicables jusqu'à l'approbation d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

A la date du transfert de cette compétence, des procédures d'élaboration ou d'évolution des PLU ou autres documents d'urbanisme en tenant lieu, engagées par les communes, peuvent encore être en cours.

L'article L 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit à cet effet que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) « peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un PLU ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibération afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence ».

Le Conseil municipal donne son accord, permettant ainsi à M2A de poursuivre les procédures engagées par la commune avant la date du transfert de la compétence.

Orientations budgétaires 2020

La loi NOTRe du 7 août 2015 a introduit de nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, l'organe délibérant doit, au cours des deux mois précédant le vote du budget, tenir un débat sur les orientations générales de ce budget.

Ce débat doit désormais s'appuyer sur un document portant sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat, qui est acté par une délibération spécifique. Il donne également lieu à un vote. La délibération est ensuite transmise au représentant de l'Etat dans le département.

A l'aide du dossier joint à l'ordre du jour d'une part et de la note explicative d'autre part, M. le Maire présente et analyse les différents documents dédiés aux orientations budgétaires s'y trouvant :

Première partie

Une documentation émanant de la Caisse d'Epargne sur la loi de finances pour 2020, comprenant :

- ♦ le cadre juridique du débat d'orientation budgétaire
- ♦ l'aperçu de l'environnement macro-économique de la zone Euro et de la France
- ♦ les principales mesures relatives aux collectivités locales
- ♦ les données financières de référence en matière de fiscalité

Deuxième partie

L'analyse de la situation financière de la commune, comprenant :

Le compte administratif 2019

Le compte administratif tient compte des écritures prévues au budget primitif et des décisions modificatives votées en cours d'année.

Fonctionnement

A noter les bons taux de réalisation, respectivement en dépenses (95,71 %) et en recettes (96,87%).

Les dépenses réelles réalisées sont inférieures de 298 000 € aux dépenses réelles budgétisées, principalement grâce à la gestion rigoureuse des charges à caractère général qui baissent de 218 600 € (prévision 2 070 000 - réalisation 1 851 400).

Recettes réelles budgétisées/Recettes réelles réalisées : le manque à gagner de 233 000 € (7 455 000 - 7 222 000) provient essentiellement de la diminution des dotations, taxes et participations, notamment de l'Etat, qui malgré les promesses, ont continué à baisser en 2019 (fonds de péréquation des ressources communales -33 000 €, dotations et participations -98 000 €, ...).

Néanmoins, le ratio Recettes réelles de fonctionnement/Dépenses réelles de fonctionnement reste très favorable avec un excédent de 573 000 € (7 222 000 - 6 649 000).

Investissement

Dépenses réelles réalisées : elles se montent à 3 970 000 €, dont 2 316 000 € pour la nouvelle école, 840 000 € pour le remboursement du capital de la dette, le solde comprenant essentiellement des dépenses de voirie (376 000 €), de réseaux (56 000 €), et de matériel (mobilier, transport, informatique : 109 000 €).

La différence entre les dépenses réelles réalisées (3 970 000 €) et les dépenses réelles budgétisées (6 854 000 €) provient principalement du report du résultat négatif d'investissement des années antérieures pour 1 319 000 € et du report en 2020 du paiement du solde de 1 200 000 € pour la nouvelle école (cause retard du chantier). Les recettes réelles réalisées proviennent d'un emprunt de 3 000 000 €, de subventions pour 618 000 € et de dotations diverses pour 1 128 000 € (taxe d'aménagement, fonds de compensation de la TVA et excédent de fonctionnement).

Dans les recettes réelles budgétisées, étaient également prévues des recettes liées à d'autres dépenses d'investissement nécessitant la conclusion de nouveaux emprunts, mais la priorité a été donnée à la nouvelle école et au périscolaire.

La variation de quelques principaux postes budgétaires

Ratios 2019/2018

En dépenses

- ◆ Emprunts : augmentation sensible (+20,5%) des postes « Intérêts » et « Capital » liée aux prêts contractés pour la nouvelle école ;
- ◆ Frais de personnel : La hausse (+1,9%) est due à l'embauche en cours d'année dans les effectifs communaux des employées affectées à la ludothèque et rémunérées auparavant par l'association de gestion ;
- ◆ Subventions versées : quasi stabilité des dépenses ;
- ◆ Charges à caractère général : baisse de plus de 11 % grâce aux groupements de commandes conclus pour l'électricité et le gaz, à la renégociation de contrats et prestations de service, ainsi qu'un suivi régulier et une gestion rigoureuse des dépenses.

En recettes

- ◆ Impôts locaux : augmentation (+2,6%) résultant de la hausse des bases par les impôts ;
- ◆ Dotations nouvelle baisse des dotations décidée en cours d'année par l'Etat (-16 000 €) ;
- ◆ Taxe d'Aménagement (TAM) : augmentation importante (+86,9 %) due aux nombreuses opérations immobilières sur la commune (Cotonnade, derrière le Super U, etc...)
- ◆ FCTVA : augmentation de plus de 31 % due aux importants travaux d'investissement réalisés en 2019, notamment la nouvelle école et le périscolaire.
- ◆ Subventions reçues : légère baisse due au versement du solde de certaines subventions en 2020

Ratio 2019/2014

En dépenses

- ◆ Emprunts : augmentation sensible (+42 %) due aux importants investissements réalisés sur cette période ;
- ◆ Frais de personnel : hausse de 14 % due à l'augmentation des effectifs et des charges y attendant ;

- ◆ Subventions versées : dépenses stabilisées (+1,5 %) ;
- ◆ Charges à caractère général : maîtrise des coûts malgré l'augmentation importante des fluides et des frais de maintenance du matériel et des véhicules (+2,7 %)

En recettes

- ◆ Impôts locaux : l'augmentation est principalement due à la hausse des bases par les impôts ;
- ◆ Dotations : baisse très importante de plus de 33 % suite aux décisions de l'Etat ;
- ◆ Autres recettes (TAM, FCTVA et subventions reçues) : chiffres fluctuants par rapport à la réalisation d'opérations immobilières ou des investissements effectués

L'autofinancement et la dette

Malgré des dépenses de fonctionnement contenues, la diminution constante des recettes de fonctionnement impacte négativement l'autofinancement brut (573 000 € contre 644 000 € en 2018)

La hausse de l'amortissement des emprunts, notamment ceux contractés pour la nouvelle école, conduit à une marge d'autofinancement nette négative. La poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'échéance prochaine de plusieurs emprunts (voir ci-après) devraient permettre de retrouver une marge d'autofinancement positive.

L'encours et l'annuité de la dette, ainsi que le ratio « annuités de la dette/recettes de fonctionnement » sont en hausse car directement liés aux importants emprunts contractés dernièrement.

L'autofinancement

Pour les raisons évoquées ci-dessus, la capacité d'autofinancement brute est en diminution.

Ci-dessous, le détail du calcul de l'autofinancement 2015-2019.

Capacité d'autofinancement période 2015-2019				
Années	Recettes réelles de fonctionnement	Vente de terrains	Dépenses réelles de fonctionnement	Différence
2015	7 364 466,77	265 480,00	6 257 783,05	841 203,72
2016	7 281 349,52	153 800,00	5 920 708,39	1 206 841,13
2017	7 604 847,57	444 160,00	6 142 820,99	1 017 866,58
2018	7 398 208,78	4 557,00	6 754 284,50	639 367,28
2019	7 222 405,81	0,00	6 648 920,05	573 485,76

L'évolution de la dette

Un emprunt de 3 M€ a été contractualisé en mai 2019 pour financer les investissements (construction de la nouvelle école et autres investissements (voirie, réseaux, matériel de transport, ...)).

Conséquence : l'en-cours de la dette au 01/01/2020 est en augmentation de 29,7 % à 9 328 683 € contre 7 190 106 € au 01/01/2019 et l'annuité passe de 934 624 € à 1 066 857 €.

A titre d'information, incidence de la construction de la nouvelle école sur la dette au 1^{er} janvier 2020 :

Avec la construction de l'école : Capital restant dû : 9 328 683 € Dette par habitant : 961 €
 Sans la construction de l'école : Capital restant dû : 5 469 571 € Dette par habitant : 563 €

Evolution de la dette sur les 5 prochaines années (projection réalisée sans recours à l'emprunt)

Emprunts arrivant à échéance

2020 :

- prêt de 300 000 € conclu en 2005 pour une annuité de 23 797 €
- prêt de 600 000 € conclu en 2005 pour une annuité de 36 810 €

2022 :

- prêt de 800 000 € conclu en 2007 pour une annuité de 67 672 €
- prêt de 1 000 000 € conclu en 2007 pour une annuité de 86 085 €
- prêt de 800 000 € conclu en 2007 pour une annuité de 69 077,40 €

2023 :

- prêt de 600 000 € conclu en 2008 pour une annuité de 56 944 €

soit une baisse totale des annuités de près de 340 000 € (montant qui pourra être affecté à l'autofinancement) et le capital restant dû est estimé à 5,5 M€.

L'évolution des dotations de l'Etat

Le graphique est parlant, - 40,21 % entre 2019 et 2013.

Depuis la mise en place de l'écrêtement et de la contribution au redressement des finances publiques, le manque à gagner total représente plus de 3 M€ (en prenant comme base l'année 2010).

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Dotations	1.502.257	1.488.266	1.433.321	1.414.091	1.323.050	1.092.574	959.518	83
Différence	-	13 991	68 936	88 166	179 207	409 683	542 739	62

L'évolution des effectifs du personnel communal

Le tableau montre une relative stabilité des effectifs.

Depuis 2016, les départs à la retraite ont été intégralement compensés par de nouvelles embauches, ainsi que le recrutement supplémentaire de 6 agents à temps complet dont une partie provient d'agents auparavant à temps non complet.

Prévisions pour 2020

5 embauches, dont :

- 1 personne à la ludothèque et 1 à la bibliothèque en remplacement d'un départ à la retraite et à une démission
- 1 personne au service électricité du centre technique suite à un départ à la retraite
- 1 personne affectée à la police municipale (prise en charge par la commune de Lutterbach)
- 1 personne au poste de directeur général des services en remplacement d'un départ à la retraite

et 2 départs à la retraite :

- 1 personne du service des espaces verts en fin d'année (remplacée début 2021)
- 1 personne affectée à un poste de concierge.

Ceci aura pour conséquence une augmentation des charges de personnel, estimées à 3 800 000 € contre 3 620 740 € en 2019. Malgré cela, le ratio « effectifs et charges du personnel/population » reste un des plus faibles des communes de l'agglomération.

Troisième partie

Propositions budgétaires pour 2020

Estimation des dépenses de fonctionnement pour 2020

Contrairement à 2019, où elles ont connu une baisse grâce aux groupements de commandes pour l'électricité et le gaz et la renégociation de certains marchés, tout en maintenant la mise en œuvre d'une gestion rigoureuse, les dépenses de fonctionnement devraient connaître une hausse en 2020 pour les raisons détaillées dans le DOB (page 11) :

- Charges de gestion courantes : augmentation des fluides et des assurances
- Charges de personnel : recrutements et augmentation des cotisations
- Charges financières : en hausse suite aux emprunts souscrits pour la construction de l'école
- Autres charges de gestion courantes : légère hausse des contributions aux organismes extérieurs

Estimation de certaines recettes de fonctionnement pour 2020

- ♦ **Les recettes fiscales** : Compte tenu de l'évolution des bases, ces recettes s'élèveraient à près de 4 000 000 €. Cette estimation dépend de la notification des bases par l'administration fiscale courant mars 2020.
- ♦ **Les dotations de l'Etat** : Les montants indiqués dans le DOB restent prévisionnels car, à ce jour, les chiffres définitifs n'ont pas encore été communiqués par la Préfecture.
Voir détails page 12 du DOB.

Principales dépenses d'investissement pour 2020

Après avoir connu une période d'investissements élevée, le niveau des dépenses redeviendra normal en 2020. Comme chaque année, une enveloppe sera consacrée au programme annuel des travaux de voirie, d'entretien des biens communaux et de l'éclairage public, ainsi qu'aux achats d'équipements pour les services.

Le remboursement du capital des emprunts est en augmentation suite à la conclusion d'emprunts en 2019.

Le DOB comprend deux listes d'investissements :

La première concerne les propositions pour 2020 (priorité1)

La deuxième concerne le plan pluriannuel d'investissements classé par priorités

P1 = priorité à court terme

P2 = priorité à moyen terme

P3 = priorité à plus long terme.

Ces listes seront examinées lors de la prochaine commission technique avant d'être finalisées lors du vote du budget primitif.

Estimation de certaines recettes d'investissement pour 2020

- ◆ Le **FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA)** : Découlant directement des travaux d'investissement réalisés en 2019, estimé à 492 000 € pour 2020.
- ◆ Les **subventions d'investissement** : Elles sont estimées à 420 000 € et sont détaillées page 14 du DOB
- ◆ La **Taxe d'Aménagement (TAM)** : Estimée à 300 000 €, elle reste importante au vu des opérations immobilières sur la commune.

Quatrième partie

Structure prévisionnelle du budget primitif 2020

Conséquence d'une légère diminution des recettes de fonctionnement et d'une augmentation prévisible des dépenses, le prélèvement est en diminution par rapport à 2019. Il est estimé à 375 000 €.

Il est prévu un emprunt de 1,7 M€ pour équilibrer le budget. Ce montant sera ajusté en fonction du besoin de financement réel en cours d'année.

Après débat, les conseillers prennent acte et approuvent les propositions présentées dans le cadre du débat des orientations budgétaires pour l'exercice 2020.

Soutien à la candidature de M2A à l'obtention label « Terre de jeux 2024 »

Les Jeux olympiques et paralympiques d'été se dérouleront en 2024 à Paris après sa désignation officielle en septembre 2017 comme ville hôte par le Comité International Olympique.

Le Comité d'Organisation des Jeux olympiques et paralympiques a annoncé en novembre dernier, lors du congrès de l'Association des Maires de France, le lancement du label « Terre de Jeux 2024 » pour engager tous les territoires de France autour de la dynamique de ces jeux à travers une stratégie de mobilisation et d'engagement des collectivités territoriales.

Le rôle des collectivités territoriales sera primordial pour fédérer les populations, à la fois par la démultiplication des événements et projets de « Paris 2024 » partout sur le territoire national, mais également en profitant de l'opportunité unique représentée par les Jeux pour lancer ou accélérer leurs propres projets de développement autour du sport dans une perspective d'héritage olympique.

Dans ce cadre, les collectivités territoriales pourront bénéficier de ce label qui viendra récompenser chaque territoire engagé dans une démarche globale autour des Jeux sur la base d'engagements concrets obligatoires et optionnels, qui porteront à la fois sur le déploiement des actions de « Paris 2024 » et sur le lancement de leurs propres initiatives :

Engagements concrets obligatoires :

- faire grandir la communauté « Paris 2024 » (suivi et relais de l'actualité du projet),
- montrer la réalité de l'aventure « Paris 2024 » sur le terrain (photos, vidéos),
- désigner un référent et participer aux activités de la communauté « Terre de Jeux 2024 »,

- célébrer les Jeux Olympiques et Paralympiques dans son périmètre territorial,
- organiser ces célébrations dans le respect des ambitions environnementales de « Paris 2024 »,
- envisager des célébrations ouvertes au plus grand nombre,
- favoriser la découverte du sport et ses valeurs à l'occasion de la Journée olympique,
- soutenir l'éducation par le sport à l'occasion de la Semaine olympique et paralympique dans les établissements scolaires,
- promouvoir la pratique sportive au sein de la collectivité (élus et personnels).

Engagements concrets optionnels retenus :

- favoriser la découverte des activités sportives tout au long de l'année,
- faire du sport et des jeux, un levier de changement pour l'environnement,
- accompagner les sportifs de haut-niveau dans leur carrière sportive et/ou leur reconversion,
- faire du sport un moteur de valorisation du territoire et de développement économique,
- renforcer la solidarité internationale grâce au sport.

L'obtention du label « Terre de Jeux » permettra de bénéficier :

- d'une identité exclusive pour s'associer aux Jeux Olympiques,
- d'un accès privilégié aux informations, outils et événements de « Paris 2024 »,
- du partage d'expérience avec une communauté engagée,
- d'un éclairage médiatique des Jeux pour promouvoir les actions locales et le territoire,
- de la possibilité de candidater ensuite pour devenir Centre de Préparation aux Jeux

Les premières labellisations de collectivités territoriales interviendront dès cet automne et s'échelonneront jusqu'en 2024.

A ce titre, m2A a candidaté à l'obtention de ce label qui lui permettra potentiellement de devenir centre de préparation olympique. A l'occasion du conseil communautaire du 30 septembre, l'assemblée délibérante a validé cette démarche qui s'inscrit pleinement dans la logique d'attractivité du projet d'agglomération.

Eu égard à cette candidature communautaire, la commune de Pfastatt souhaite s'y associer pleinement, permettant en cas d'éligibilité de m2A, une potentielle déclinaison d'actions communautaires autour des Jeux Olympiques 2024 sur le territoire communal sur la base des engagements concrets et optionnels précités

Il est proposé au Conseil Municipal, à travers une démarche cohérente et concertée d'inscription dynamique de l'ensemble des communes de l'agglomération, de soutenir la candidature de m2A à l'obtention du label « Terre de Jeux 2024 ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Attribution de subventions

Le Conseil Municipal décide d'attribuer les subventions suivantes :

- Mathématique sans Frontières - Mulhouse . participation au concours 2020	230,00 €
- Association Maison des Œuvres - Pfastatt . Mise à dispositions de salles pour les associations et la commune en 2019	11 333,30 €
- Unité départementale des sapeurs-pompiers . subvention 2020	340,00 €
- Diverses associations pfastattoises . portage du bulletin municipal	4 450,00 €
- Association des Spackwagges - Pfastatt . aide au service lors de cérémonies	300,00 €
- OMSAL – Pfastatt . remboursement avances payées par OMSAL	7 300,00 €

Motion de soutien à la population retraitée

Nous, élus de la commune de Pfastatt dénonçons la situation faite à la population retraitée du fait de :

- La quasi non-revalorisation des pensions depuis 6 ans,
- La hausse de 25% du montant de la contribution sociale généralisée (CSG) pour des millions de retraités,
- La mise en place de la CASA (Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie) de 0,3%

Cette situation contribue à l'appauvrissement de la population âgée, ce qui entraîne notamment une hausse des demandes d'aide auprès de la commune et réduit les capacités d'action des retraités en faveur des activités bénévoles au bénéfice de la collectivité.

Nous demandons la prise des mesures d'urgence :

- Revalorisation de 3% pour compenser la baisse du pouvoir d'achat
- Annulation de la hausse de la CSG pour tous les retraités
- Respect des droits acquis à la pension, qui ne doit être une allocation sociale
- Minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète
- Maintien et amélioration des pensions de réversion
- Meilleure prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale
- Maintien des services public de proximité